



# FLASH DE CONJONCTURE



FIN AVRIL 2021 - N°03/2021

## SYNTHÈSE

*L'activité économique nationale bénéficie de l'amélioration du climat des affaires en relation avec le démarrage de la campagne de vaccination contre la Covid-19 le 1er mars 2021, le regain de la confiance des ménages favorisé par la relative maîtrise de la pandémie et la poursuite de l'exécution des grands projets publics d'investissement.*

*Au niveau sectoriel, à fin avril 2021 et comparativement à la période correspondante de 2020, l'activité économique enregistre une évolution contrastée. Le secteur primaire bénéficie du dynamisme des productions de la plupart des principales spéculations d'exportation. Dans le tertiaire, les différentes composantes se comportent bien, excepté le transport aérien qui reste encore en dessous de son niveau d'avant Covid-19. De même, l'activité dans le secteur secondaire est en berne.*

*L'indice des prix à la consommation croît de 3,2%, en relation avec le renchérissement des prix des produits comestibles (+4,7%) et des produits non comestibles (+2,5%).*

*Au niveau de l'emploi formel, l'effectif des salariés progresse de 8,0%. Les nouvelles immatriculations de salariés, dans le secteur privé, sont essentiellement enregistrées dans le commerce, l'industrie manufacturière et le BTP. En ce qui concerne le public, la priorité est accordée aux secteurs de l'éducation et de la santé.*

*Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations en valeur augmentent de 18,5% alors que les importations en valeur se contractent légèrement de 0,4%. Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 1 112,8 milliards de FCFA. Les termes de l'échange s'améliorent de 3,8%, sous l'effet d'une baisse des prix à l'exportation (-1,2%) moins prononcée que celle des prix à l'importation (-4,8%).*

*La situation des finances publiques est caractérisée par une augmentation de 16,8% (+277,5 milliards) des recettes totales et dons soutenue par un bon recouvrement des recettes fiscales. De même, des dépenses totales et prêts nets progressent de 17,5% (+328,2 milliards). Il se dégage un solde budgétaire déficitaire de 271,0 milliards qui a nécessité un recours aux marchés financiers sous régional et international.*

*Le maintien de l'orientation d'une politique monétaire accommodante impacte positivement la masse monétaire au sens large (M2) qui augmente de 24,6% (+2 732,7 milliards de FCFA) à fin avril 2021, en glissement annuel, sous l'effet du renforcement à la fois des actifs extérieurs nets de 50,7% (+1 487,1 milliards de FCFA), des créances nettes sur l'Administration Centrale de 26,3% (+782,3 milliards de FCFA) et des créances sur l'économie de 8,1% (+602,6 milliards de FCFA).*

*Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indices BRVM 10 et BRVM composite reculent respectivement de 7,8% et 1,1% en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2021, en glissement annuel.*

## CONTEXTE ECONOMIQUE

**Au niveau mondial**, après avoir été fortement ébranlée par la crise sanitaire due à la Covid-19 au premier semestre 2020, l'économie mondiale poursuit dans un grand nombre de pays, sa relance entamée au second semestre 2020. Ainsi, au premier trimestre 2021, le Canada, les Etats-Unis, la Chine et la France enregistrent une augmentation de leur PIB respectivement de 18,3%, 0,4%, 0,3%, et 1,5%, en glissement annuel. Cette embellie s'explique par l'adaptation continue de l'activité économique à la crise sanitaire et par la prise de nouvelles mesures de soutien budgétaire dans quelques grands pays.

Cependant, le PIB est ressorti en deçà de son niveau du premier trimestre 2020, en Allemagne (-3,0%), au Japon (-1,8%), au Royaume-Uni (-6,1%) et en Italie (-1,4%). Ces pays ont été contraints à durcir les mesures d'endiguement en raison de la diffusion d'une nouvelle vague épidémique ; ce qui contrarie leur reprise économique.

Malgré ce contraste, le Fonds Monétaire International (FMI) anticipe un rebond du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial de 6,0% en 2021 après une contraction de 3,3% en 2020. Il table sur un succès des campagnes de vaccination en cours dans un grand nombre de pays qui permettraient une normalisation de l'environnement économique mondial. Le PIB devrait croître de 5,1% au niveau des pays avancés après un repli de 4,7% en 2020. Dans les pays émergents et pays en développement, le PIB devrait progresser de 6,7% contre un repli de 2,2% en 2020. En Afrique subsaharienne et au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'augmentation annuelle du PIB serait respectivement de 3,4% et 5,6% en 2021.

*Le marché des matières premières* est marqué, en variation mensuelle au mois d'avril 2021, par une évolution différenciée des cours des principaux produits de base de la Côte d'Ivoire. Le cours du cacao baisse de 3,8% pour se situer à 2 368,3 dollars US la tonne largement en dessous du pic de 2 716,2 dollars US atteint au mois de février 2020. Le cours du pétrole brut connaît une inflexion de 0,9%, après avoir enregistré une hausse continue entre octobre 2020 et mars 2021. Il s'affiche à 64,8 dollars US le baril, au-dessus du plancher de 18,5 dollars US le baril atteint au mois d'avril 2020.

Quant au cours du caoutchouc, il se contracte de 5,6% après être resté en hausse de juin 2020 à mars 2021. De même, le cours du coton (-0,9%) recule comme le mois précédent.

En ce qui concerne les cours du café (+1,4%), de l'huile de palme (+3,9%) et du sucre (+2,5%), ils progressent. De même, le cours de l'or reprend de 2,4% en variation mensuelle, après la tendance baissière observée depuis le pic de 1 968,0 dollars US l'once atteint au mois d'août 2020.

Le prix international de la noix de cajou se redresse progressivement, en lien avec la hausse de la demande mondiale d'amande de cajou.

En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2021 et en glissement annuel, le marché des matières premières est globalement bien orienté, en lien avec la reprise progressive de l'économie mondiale. Ainsi, les cours du pétrole brut (+45,7%), du café (+11,9%), du coton (+26,2%), du caoutchouc (+25,8%), de l'huile de palme (+61,0%) et de l'or (+11,2%) sont en hausse. En revanche, le

cours du cacao recule de 2,2%, en lien avec l'atonie de la demande.

Sur le marché des changes, comparé au mois précédent, l'Euro s'apprécie par rapport au dollar US (+0,7%), à la livre sterling (+0,8%), au yuan renminbi (+0,8%) et au yen (+0,9%) au mois d'avril 2021. En revanche, la monnaie européenne se déprécie par rapport au rand sud-africain (-3,3%).

**Au plan national**, l'activité économique tire profit de l'amélioration du climat des affaires, en lien avec le démarrage de la campagne de vaccination contre la Covid-19 au mois de mars 2021 et la relative maîtrise de la pandémie. En effet, la mise en place du plan de déploiement de la vaccination à l'échelle nationale a permis de vacciner 118 828 personnes au cours du mois d'avril 2021 portant ainsi le nombre total de personnes vaccinées à 158 981 de mars à avril 2021.

Au 30 avril 2021, la Côte d'Ivoire compte 224 cas actifs sur les 46 036 cas positifs à la Covid-19 enregistrés depuis le début de la pandémie.

L'activité économique bénéficie également de la poursuite des grands projets publics d'infrastructures et du regain de confiance des ménages.

Au mois d'avril 2021, l'indicateur du climat des affaires s'accroît d'environ un point de pourcentage comparé à mars 2021 pour se situer à 102,2. Il poursuit, ainsi, son embellie observée depuis le début de l'année.

Toutefois, la perturbation de la fourniture en électricité démarré dans la deuxième quinzaine du mois d'avril 2021, en raison d'un déficit conjoncturel de l'offre, pourrait impacter négativement l'activité économique.

*Réalisations sur les quatre premiers mois de l'année 2021 comparées à la même période de l'année 2020, sauf indication contraire.*

Valeurs en FCFA, sauf indication contraire.

## 1 SECTEUR REEL

Les activités du secteur réel connaissent une évolution contrastée à fin avril 2021.

### 1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une bonne performance des principales spéculations de l'agriculture d'exportation. Ainsi, les productions de noix de cajou (+104,8%), de coton graine (+14,0%), de banane dessert (+17,1%), d'ananas (+21,2%), de cacao fèves (+15,2% à fin mars 2021) et de caoutchouc naturel (+23,8% à fin mars 2021) progressent. Cependant, la production de sucre fléchit de 3,6%. Il en est de même du café dont la production se

contracte de 48,6% au premier trimestre 2021, en raison du vieillissement du verger et des conditions climatiques défavorables.

La production de **noix de cajou** bénéficie de l'entrée en production de plants de cajou à haut rendement et de la normalisation de la commercialisation. En effet, grâce à la reprise de la demande mondiale de noix de cajou qui permet le respect du prix minimum garanti au producteur, la campagne de commercialisation démarrée au mois de février 2021 se déroule bien contrairement au début de la précédente.

A fin avril 2021, le prix d'achat moyen bord champ ressort à 323 FCFA/kg, supérieur au

prix plancher de 305 FCFA/kg fixé par le Gouvernement.

Dans le cadre du partenariat avec le Cabinet Ivory Cashew, le Conseil Coton Anacarde (CCA) envisage conquérir le marché américain au travers de la certification des unités industrielles de transformation de noix de cajou.

Quant à la filière **coton graine**, elle tire profit de l'accroissement des surfaces cultivées, de la distribution de semences améliorées à haut rendement et de la constance de prix rémunérateurs aux producteurs. Cette bonne performance devrait se poursuivre au cours des prochaines campagnes avec la mise en production future de nouvelles variétés créées (CI 123 et CI 128) par le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA).

Tableau 1: Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	4 premiers mois 2020	4 premiers mois 2021	Variation (%)
Cacao fèves*	520 749,3	599 883,9	15,2
Café*	76 769,4	39 487,3	-48,6
Noix de cajou	345 626,8	707 760,0	104,8
Ananas	24 957,2	30 251,4	21,2
Banane dessert	165 193,5	193 503,9	17,1
Coton graine	362 116,3	412 844,0	14,0
Sucre	103 969,9	100 203,3	-3,6
Caoutchouc naturel*	222 552,0	275 589,0	23,8

Sources : DGE, OPA, MINADER  
\*Données à fin mars 2021

Dans la filière **sucrière**, la campagne 2020/2021 s'est achevée avec une hausse de la production de 1,2%. Cependant, en raison d'un début de campagne très dynamique, la récolte effectuée sur le dernier trimestre de l'année 2020 a capté près de la moitié de la production. Ainsi, sur les quatre premiers mois de l'année 2021,

la production de sucre ressort en repli de 3,6%.

Au niveau des filières fruitières, les productions de **banane dessert** et d'**ananas** augmentent respectivement de 17,1% et 21,2%.

En ce qui concerne l'agriculture vivrière, le renchérissement des prix des tubercules et plantains de 22,1% dénote notamment d'une insuffisance de la production. En effet, il est prévu en 2021, une baisse des quantités produites de la plupart des cultures, excepté le riz, le fonio et l'arachide. Ces replis sont notamment liés à la Covid-19 qui a perturbé la chaîne d'approvisionnements de certains intrants. En effet, les mesures barrières pour lutter contre la propagation de la Covid-19 ont eu pour effet de retarder les mises en culture et ont limité la mobilité de la main d'œuvre agricole. A cela s'ajoute les effets du changement climatique.

## 1.2 Secteur secondaire

Au terme du premier trimestre 2020, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) connaît un reflux de 1,6%, en amélioration par rapport à la contraction de 7,2% enregistrée à fin février 2021. Cette évolution découle de l'effet conjugué de la baisse du volume de production des « industries extractives » (-1,5%) et des « industries manufacturières » (-2,7%) ainsi que du regain du volume de production des « industries environnementales » (+6,9%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+3,4%).

Les industries manufacturières subissent le repli des « industries de transformation de produits pétroliers » (-24,9%), des

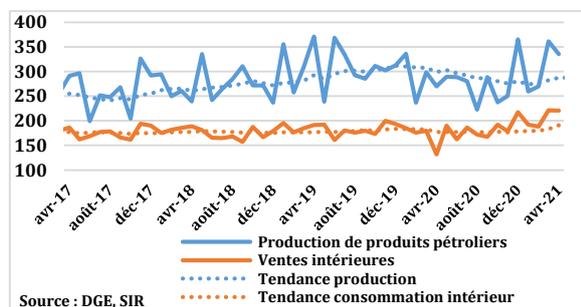
« industries agro-alimentaires » (-1,6%) et des « industries textiles et d'habillement » (-2,5%). Ces contractions sont en partie compensées par l'augmentation des « industries métalliques » (+15,0%), des « industries de matériaux minéraux » (+11,8%), et des « industries chimiques, pharmaceutiques, du caoutchouc et du plastique » (+14,8%).

Au niveau des « industries de transformation de produits pétroliers », la quantité produite de produits pétroliers s'accroît de 7,5% à fin avril 2021, soutenue par une progression de 22,2% de la consommation nationale, en dépit du recul de 2,6% des exportations.

Le fléchissement du volume de production des industries extractives à fin mars 2021 s'explique par le reflux de la division « extraction d'hydrocarbures » (-23,2%) atténué, toutefois, par la bonne tenue de la division « extraction de minerais métalliques » (+7,5%).

S'agissant des quantités produites, il est enregistré à fin avril 2021, une contraction de celles de nickel (-7,4%), de manganèse (-25,3%) tandis que la quantité extraite d'or progresse de 2,7%.

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers

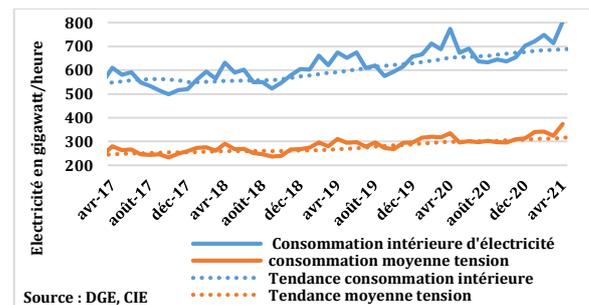


Pour sa part, la division « extraction d'hydrocarbures » enregistre, sur les quatre premiers mois de l'année, une régression de la quantité produite de

pétrole brut de 22,2% compensée par une hausse de celle de gaz naturel de 2,7%.

En ce qui concerne les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », la production d'électricité augmente de 2,6% sur les quatre premiers mois de l'année 2021. Elle bénéficie de la hausse de la production d'électricité de source thermique (+9,6%) qui contrebalance le fort recul de la production de source hydraulique (-12,4%). La production d'électricité de source hydraulique pâtit du tarissement des retenues d'eau des barrages hydroélectriques lié à la sécheresse que connaît le pays depuis 2020.

Graphique 2 : Evolution de la production d'électricité



À fin mars 2021, l'indicateur avancé du BTP se contracte légèrement de 0,7%, sous l'effet du fléchissement des consommations de bitume (-24,5%), de câbles et fils électriques (-26,3%) et de béton (-19,9%). Par contre, les consommations de ciment (+13,8%), de tôles et bacs (+62,4%) ainsi que de sable (+64,6%) progressent. Le BTP devrait se redresser sur le reste de l'année grâce à l'accélération de l'exécution des projets publics d'infrastructures.

### 1.3 Secteur tertiaire

La reprise du secteur tertiaire se consolide, au regard de la bonne tenue de ses différentes composantes.

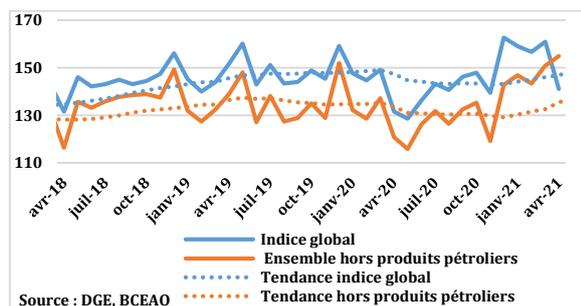
**Dans le commerce de détail**, l'indice du chiffre d'affaires s'accroît de 7,8%. Cette bonne performance est portée par l'ensemble des branches, à l'exception du chiffre d'affaires des ventes de produits pétroliers qui reflue de 0,9% sous l'effet notamment du recul des prix à la pompe des carburants « super » (-3,2%) et « gasoil » (-1,2%).

Ainsi, dans la branche « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » le chiffre d'affaires augmente de 19,3%, grâce au dynamisme des ventes de véhicules neufs (+28,3%) et de « pièces et accessoires de véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+11,9%)

Le chiffre d'affaires de la branche « produits pharmaceutiques et cosmétiques » se bonifie de 13,0%, porté par les ventes de « produits pharmaceutiques et médicaux » (+14,8%) tandis que les ventes de « parfumerie et produits de beauté » baissent de 9,4%.

Quant aux ventes de produits alimentaires, elles augmentent de 13,5%.

Graphique 3 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



**Le transport routier** resterait dynamique, au regard de l'accroissement de 21,7% de la consommation des carburants « super » et « gasoil ».

Le trafic total de marchandises par voie **ferroviaire** s'accroît de 11,9% impulsé par le dynamisme des échanges entre la Côte

d'Ivoire et le Burkina Faso qui progressent de 12,6%. À contrario, le trafic intérieur se contracte de 6,0%.

Dans le **transport aérien**, le nombre de passagers commerciaux poursuit son redressement entamé depuis le mois d'août 2020, mais reste en deçà de son niveau d'avant Covid-19. En effet, en moyenne sur la période sous revue, il accuse un repli de 9,1% sous l'effet conjugué de la hausse de 37,0% de celui du trafic national combiné à la contraction du trafic de passagers commerciaux vers les autres destinations, à savoir la CEDEAO (-2,5%), le reste de l'Afrique (-12,7%), l'Europe (-19,3%) et le reste du monde (-2,2%). Quant au trafic vers l'Amérique, il n'a toujours pas repris.

Le secteur des **télécommunications** demeure dynamique. Le chiffre d'affaires global et le nombre d'abonnements augmentent respectivement de 5,7% et 10,3%. Cette bonne performance est observée dans toutes les branches du secteur.

Dans la téléphonie mobile, le nombre d'abonnements et le chiffre d'affaires progressent respectivement de 10,4% et 6,8%.

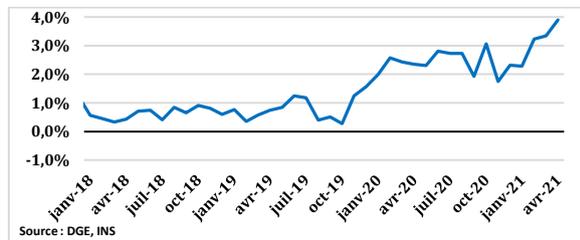
Le chiffre d'affaires de l'internet se bonifie (+42,0%) porté à la fois par l'internet mobile (+43,7%) et l'internet fixe (+19,2%).

Les services de mobile money également évoluent favorablement. Ils enregistrent des hausses respectives de 24,8% et 26,8% du nombre d'abonnements et du chiffre d'affaires.

## 1.4 Prix à la consommation

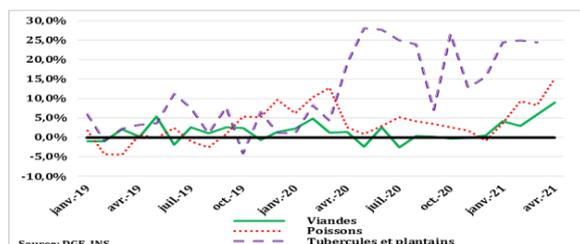
En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2021, l'indice général des prix s'accroît de 3,2%, en glissement annuel.

Graphique 4 : Evolution de la hausse de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Cette évolution résulte principalement du fort renchérissement des prix des produits comestibles (+4,7%) notamment ceux des tubercules et plantains (+22,1%), des poissons (+9,0%), des viandes (+5,4%) et des fruits (+9,1%). En ce qui concerne le prix des céréales non transformées, il progresse faiblement (+1,0%). L'impact de ces hausses est atténué par la diminution des prix des légumes frais (-6,5%). L'insuffisance de l'offre sur les marchés, provoquée par le repli de la production locale de vivriers, l'accroissement des prix à l'importation de certains produits et des prix du transport ainsi que les facteurs conjoncturels dans quelques pays de production seraient à la base de ces tensions inflationnistes.

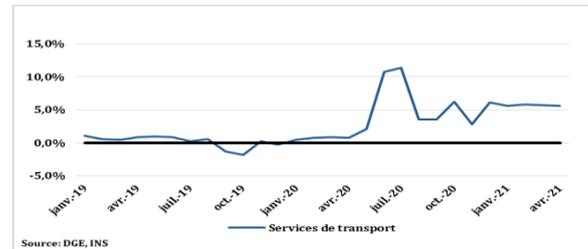
Graphique 5 : Evolution de la hausse des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel



L'indice général des prix à la consommation est également impacté par la hausse des prix des produits non comestibles de 2,5%. Les fonctions « logements, eau, gaz, électricité et autres

combustibles » (+2,5%), « transports » (+3,3%), « restaurants et hôtels » (+3,0%) et « communication » (+2,7%) sont concernées par cette augmentation.

Graphique 6 : Evolution de la hausse des prix des services de transport en glissement annuel



En termes d'origine, les prix des produits importés (+1,2%) s'accroissent moins rapidement que ceux des produits locaux (+3,6%).

## 1.5 Emploi

À fin avril 2021, le nombre de salariés dans l'emploi formel se situe à 1 135 736, en hausse de 8,0% par rapport à la période correspondante de 2020. Cette progression est amenée à la fois par le secteur public (+9,3%) et le secteur privé (+7,7%).

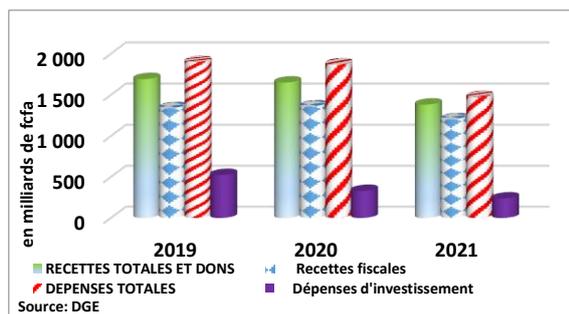
Aussi, le nombre de nouvelles immatriculations dans le privé augmente de 37,2% et les principaux secteurs pourvoyeurs d'emploi sont le commerce, les industries manufacturières et le BTP qui représentent respectivement 33,3%, 16,9% et 12,0% de ces immatriculations.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la CGRAE croît de 45,2%. Conformément à la politique du Gouvernement, les recrutements sont dominés par les secteurs de l'éducation et de la santé qui représentent 68,3% de l'effectif des nouveaux fonctionnaires.

## 2 FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques est marquée par une hausse de 16,8% (+277,5 milliards) des recettes totales et dons pour s'établir à 1 928,8 milliards. Cette évolution favorable est essentiellement attribuable aux recettes fiscales (+23,9%; +325,8 milliards), en lien avec la bonne dynamique de mobilisation des taxes à l'importation sur les produits pétroliers (+52,8 milliards), des taxes à l'importation hors produits pétroliers (+66,5 milliards), du Bénéfice Industriel et Commercial hors pétrole (+57,5 milliards), de la TVA (+26,6 milliards), du droit d'enregistrement café-cacao (+18,0 milliards) et des autres taxes indirectes (+28,9 milliards).

Graphique 7 : Evolution des principaux agrégats des finances publiques à fin avril



Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 2 199,8 milliards, en hausse de 17,5% (+328,2 milliards). Cette augmentation provient des dépenses de fonctionnement (+97,8 milliards), des subventions et autres transferts (+97,3 milliards), des dépenses d'investissement (+56,4 milliards), des dépenses de personnel (+41,0 milliards) et des intérêts sur la dette (+47,0 milliards). Les dépenses de fonctionnement ainsi que les subventions et autres transferts sont impactés par les dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire et ses conséquences sur l'activité économique. Quant aux dépenses d'investissements publics, elles bénéficient

d'un bon niveau de tirage sur les prêts projets.

Il résulte de ces évolutions un solde budgétaire déficitaire de 271,0 milliards. Pour financer ce déficit budgétaire et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, la Gouvernement a eu recours aussi bien au marché financier sous régional qu'au marché financier international pour un montant de 1 301,9 milliards. Sur le marché sous régional, l'Etat ivoirien a mobilisé 744,4 milliards répartis entre 399,2 milliards de bons du trésor (dont 326,9 milliards de bons de trésorerie), 110,6 milliards d'emprunts obligataires et de 234,5 milliards d'obligations du trésor.

## 3 COMMERCE EXTERIEUR

Au mois d'avril 2021, les échanges de marchandises hors biens exceptionnels enregistrent une hausse des exportations et des importations respectivement de 51,6% et de 0,3%.

Sur les quatre premiers mois de l'année, les exportations en valeur augmentent de 18,5% et les importations en valeur baissent de 0,4%. Les **exportations** tirent principalement profit d'un accroissement des ventes en valeur de **produits primaires** (+27,1%), essentiellement celui du cacao fèves (+21,5%), du caoutchouc naturel (+41,7%) et de la noix de cajou (+56,2%). Les ventes en valeur de **produits transformés** (+17,0%) progressent en lien avec la hausse des exportations de cacao transformé (+24,7%).

S'agissant des **importations**, elles sont affectées par la chute des achats en valeur de **biens intermédiaires** (-37,2%) en raison de la baisse des importations de pétrole brut (-95,5%). En revanche, les

achats de **biens de consommation** (+23,5%) et de **biens d'équipement** (+11,8%) progressent en valeur suite à la performance des produits tels que les produits pétroliers autres que le pétrole brut (+25,7%), les véhicules de tourisme (+70,0%), les poissons frais (+22,8%), les matériels de transport routier autres que les véhicules de tourisme (+42,0%) et les machines mécaniques (+15,8%).

Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels de 1 112,8 milliards contre 617,0 milliards à fin avril 2020. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 3,8% sous l'effet d'une baisse cumulée des prix à l'exportation (-1,2%) et des prix à l'importation (-4,8%).

## 4 SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE

La situation monétaire et financière est caractérisée par un renforcement du financement intérieur et un repli de l'activité boursière.

### 4.1 Situation monétaire

La situation monétaire tire avantage de la politique monétaire accommodante mise en œuvre par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) depuis le début de la crise sanitaire.

Le bas niveau des taux directeurs favorise les créances intérieures qui augmentent de 13,3% (+1 384,8 milliards). Elles sont portées par les créances nettes sur l'Administration Centrale (+26,3% ; +782,3 milliards) et les créances sur l'économie de (+8,1% ; +602,6 milliards).

S'agissant des actifs extérieurs nets, ils progressent de 50,7% (+1 487,1 milliards), grâce à la bonne tenue du solde commercial

et à la mobilisation de financements extérieurs sous forme d'eurobonds.

Dans ces conditions, la masse monétaire au sens large (M2) connaît une expansion de 24,6% (+2 732,7 milliards).

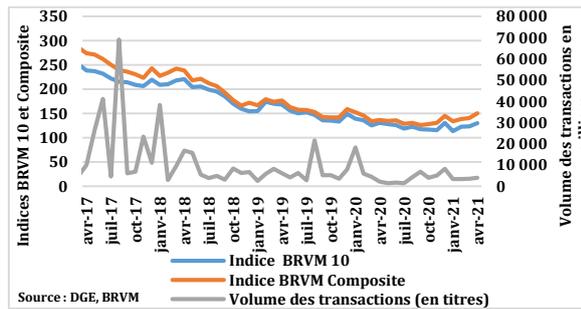
Concernant l'activité des banques sur les quatre premiers mois de l'année 2021, le montant cumulé des crédits ordinaires mis en place ressort en hausse de 11,1% (+194,5 milliards) en glissement annuel. Cet accroissement provient des crédits octroyés aux « *autres sociétés* » (+156,4 milliards), aux « *particuliers* » (+76,8 milliards), aux « *sociétés d'État EPIC* » (+41,0 milliards), aux « *clients divers* » (+20,6 milliards), aux « *coopératives et groupements villageois* » (+12,5 milliards) ainsi qu'aux « *personnels des banques* » (+2,9 milliards). Toutefois, les crédits accordés aux « *entreprises individuelles* » (-64,6 milliards), aux « *assurances et caisses de retraite* » (-25,9 milliards) et à l'« *Etat et organismes assimilés* » (-23,4 milliards) sont en repli.

Par ailleurs, la moyenne des taux d'intérêt appliqués aux crédits ordinaires s'établit à 6,0% en diminution de 0,4 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2020. En outre, la durée moyenne des crédits diminue. Elle s'établit à 17,7 mois contre 23,7 mois sur la même période de 2020, dénotant de l'accroissement de la proportion des crédits de court terme.

### 4.2 Marché boursier

Sur la place financière régionale de l'UEMOA, les principaux indicateurs boursiers se bonifient au mois d'avril 2021, en variation mensuelle. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM composite augmentent respectivement de 5,5% et de 6,8%.

Graphique 8 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Par contre, en moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2021, les indices BRVM 10 et BRVM composite affichent des replis respectifs de 7,8% et 1,1% en glissement annuel. Ces baisses ont été localisées au niveau des secteurs de la distribution (-9,6%), des transports (-19,5%) et des services publics (-8,1%) alors que les indices des secteurs de l'industrie (+20,6%), des finances (+2,4%) et de l'agriculture (+46,2%) s'accroissent. Par contre, la valeur transigée augmente de 126,5%.

La capitalisation boursière se renforce de 22,4% à fin avril 2021, en glissement annuel, soutenue à la fois par le marché des actions (+10,1%) et celui des obligations (+33,2%).

Au mois d'avril 2021, la place financière régionale enregistre, un PER<sup>1</sup> moyen de 8,82 en diminution de 2,84 par rapport au mois de mars 2021. Cette baisse est la traduction, toutes choses égales par ailleurs, d'une réduction du prix moyen des actions. Par ailleurs, le taux de rendement moyen des actions s'établit à 16,25% contre 4,33% le mois précédent.

**En conclusion**, l'économie ivoirienne enregistre une évolution contrastée sur les quatre premiers mois de l'année 2021. En effet, dans le secteur primaire, l'agriculture industrielle et d'exportation évolue favorablement. Il en est de même du tertiaire qui consolide son redressement favorisé par l'allègement des mesures barrières. Toutefois, dans le secteur secondaire, les activités industrielles et le BTP s'affichent en baisse.

Le recours de l'Etat au financement bancaire est soutenu et le pouvoir d'achat des ménages est affecté par le renchérissement des prix à la consommation.

Les perspectives de croissance au niveau mondial et national sur le reste de l'année sont bonnes, au regard des avancées enregistrées au niveau des campagnes de vaccination contre la Covid-19.

<sup>1</sup> Price Earning Ratio : ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits

## Tableau de bord

	Avril.-20	oct.-20	nov.-20	déc.-20	janv.-21	fév.-21	mars.-21	avril.-21	Variations en glissement (cumul de la période)
<b>INTERNATIONAL</b>									
Cours du Pétrole brut	-74,0%	-32,7%	-32,4%	-25,6%	-13,8%	11,8%	105,0%	250,3%	45,7%
Cours du cacao	-2,6%	-5,9%	-6,4%	-1,5%	-8,1%	-11,4%	5,3%	4,3%	-3,0%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-3,3%	6,5%	7,1%	9,5%	9,6%	10,9%	7,6%	10,3%	9,6%
<b>ACTIVITE NATIONALE</b>									
<b>Primaire</b>									
<b>Agriculture d'exportation</b>									
Cacao (données trimestrielles)	0,0%	nd <sup>2</sup>	nd	1,4%	nd	nd	15,2%	nd	nc <sup>3</sup>
Café (données trimestrielles)	0,0%	nd	nd	580,0%	nd	nd	-48,6%	nd	nc
Coton	8,6%	nd	nd	12,9%	6,1%	10,0%	13,3%	52,6%	14,0%
Anacarde	-11,5%	1281,6%	17916,2%	0,0%	nc	275,0%	95,1%	49,3%	104,8%
<b>Secondaire</b>									
IHPI global	-15,1%	1,8%	2,3%	10,3%	-10,0%	-5,0%	10,5%	nd	nc
IHPI hors extraction	-13,1%	0,4%	1,5%	8,7%	-10,0%	-5,0%	10,3%	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	-14,5%	-1,0%	1,4%	11,2%	-13,4%	-5,9%	11,2%	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	-3,5%	3,4%	-2,0%	-1,5%	5,7%	-1,7%	6,1%	nd	nc
BTP	-17,04%	-18,13%	-57,86%	10,34%	-18,46%	-4,57%	21,74%	nd	nc
Production d'électricité	1,8%	9,6%	3,1%	3,7%	5,4%	-3,0%	5,8%	5,8%	2,6%
Production de produits pétroliers	-27,1%	-23,9%	-17,1%	16,7%	-22,6%	14,1%	21,2%	24,1%	7,5%
Pétrole brut	-28,2%	-10,7%	-7,1%	-7,2%	-18,2%	-15,0%	-46,8%	-12,1%	-22,2%
Gaz naturel	1,1%	13,1%	-0,5%	-1,7%	-0,4%	-3,1%	6,3%	7,4%	2,7%
<b>Tertiaire</b>									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	-13,3%	-0,6%	-4,1%	2,2%	7,8%	8,3%	8,0%	7,3%	7,8%
Trafic global maritime	-28,0%	5,2%	-0,9%	8,2%	22,1%	-6,6%	16,1%	nd	nc
Total voyageurs aérien	-98,8%	-52,3%	-60,4%	-40,7%	-36,3%	-46,4%	-1,1%	6829,6%	-9,1%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	-6,3%	9,4%	21,8%	18,0%	11,7%	8,1%	22,1%	6,6%	11,9%
<b>Echanges extérieurs</b>									
Exportation en volume	13,3%	14,0%	-19,8%	2,9%	-10,5%	12,6%	43,0%	8,4%	19,9%
Importation en volume	-16,9%	31,4%	46,5%	55,7%	-24,3%	19,6%	13,1%	13,7%	4,6%
Exportation en valeur (hors biens exceptionnels)	-13,6%	2,6%	-2,3%	8,9%	-4,7%	11,6%	28,1%	51,6%	18,5%
Importation en valeur (hors biens exceptionnel)	-2,8%	5,4%	5,8%	15,8%	-24,9%	11,0%	15,7%	0,3%	-0,4%
Solde commercial (en milliards CFA)	-28,53	22,24	229,22	274,01	341,91	227,85	324,01	219,11	1 112,88
<b>Financement</b>									
Masse Monétaire (M2)	11,7%	21,9%	15,1%	21,1%	17,6%	22,1%	25,7%	24,6%	24,6%
Actifs Extérieurs Nets	53,2%	37,1%	27,2%	25,7%	20,5%	56,6%	62,8%	50,7%	50,7%
Créances intérieures	6,8%	15,3%	10,4%	17,6%	15,8%	13,4%	14,5%	13,3%	13,3%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	17,5%	36,1%	33,9%	40,0%	42,2%	19,2%	28,9%	26,3%	26,3%
Créances sur l'économie BRVM composite	3,1%	7,1%	1,4%	9,2%	5,9%	11,0%	8,7%	8,1%	8,1%
BRVM composite	-22,6%	-9,6%	-7,6%	-8,7%	-12,4%	-5,0%	5,0%	9,9%	-1,1%
<b>Finances publiques</b>									
Recettes totales & Dons	-18,8%	9,5%	6,5%	21,9%	19,2%	10,9%	14,8%	21,2%	16,8%
Dépenses totales & Prêts nets	-10,9%	47,8%	29,4%	33,0%	26,3%	7,7%	5,8%	35,4%	17,5%
Investissement public	-65,2%	178,3%	9,7%	33,0%	189,2%	-62,9%	23,0%	132,6%	17,0%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	-84,5	-199,56	-290,49	-93,83	144,39	-14,41	-223,19	-177,84	-50,8
<b>Prix à la consommation</b>									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,3%	3,1%	1,7%	2,3%	2,3%	3,2%	3,3%	3,9%	3,2%
Indice des biens alimentaires	5,6%	5,0%	2,1%	2,8%	3,2%	5,6%	5,2%	5,3%	4,8%
IHPC hors biens alimentaires	0,9%	2,2%	1,6%	2,1%	1,9%	2,2%	2,5%	2,2%	2,5%
<b>Emploi</b>									
Salariés secteur formel	1,2%	6,5%	5,6%	6,1%	6,2%	6,3%	7,3%	8,0%	8,0%
Salariés secteur formel privé	0,3%	6,0%	4,7%	5,5%	5,7%	6,1%	7,2%	7,7%	7,7%

Direction Générale de l'Economie  
 Direction des Prévisions, des Politiques  
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)  
 Tel: (+225)2720200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Date de publication : 17 juin 2021

Pour en savoir plus :  
 Sous-Direction de la Conjoncture  
 Email : [sd.c.dppse@dge.gouv.ci](mailto:sd.c.dppse@dge.gouv.ci)

Tel : +(225) 2720200924/2720200925

<sup>2</sup> nd : non disponible  
<sup>3</sup> nc : non calculé